

"Fermement résolu" dans Der Spiegel (3 juillet 1989)

Légende: Réuni à Madrid les 26 et 27 juin 1989, le Conseil européen affirme sa volonté de réaliser l'Union économique et monétaire (UEM) selon un calendrier à définir. L'hebdomadaire allemand Der Spiegel revient sur l'attitude de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, qui approuve le compromis adopté mais qui se montre hostile à l'encontre des transferts de souveraineté prévus par le projet d'UEM.

Source: Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; R Herausgeber Böhme, Erich; Dr. Funk, Werner. 03.07.1989, Nr. 27; 43. Jg. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein GmbH. "Fest entschlossen", p. 71-72.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/fermeture_resolu_dans_der_spiegel_3_juillet_1989-fr-ee6c2a6a-ab47-46e7-880f-1b8dcef3013e.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Fermelement résolu

Même Margaret Thatcher n'a plus d'autre option que de ralentir le mouvement: à Madrid, les Européens ont franchi une étape supplémentaire vers l'Union monétaire.

L'hôte de Madrid avait du mal à croire à l'attitude pacifiste de sa redoutée visiteuse. Après la clôture de la conférence au sommet de la CE, le mardi de la semaine dernière, le Premier ministre espagnol Felipe González a fait part de son étonnement en déclarant que jusqu'à une date récente, il n'aurait pas cru possible que le nom de Mme Thatcher puisse figurer au bas d'un accord tel que celui qui vient d'être conclu.

Comme tous les autres chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté des Douze, la Première ministre britannique a signé une déclaration qui fera date dans l'histoire monétaire. Dans l'accord de Madrid, les Européens n'ont pas seulement confirmé leur volonté de réaliser l'union économique et monétaire, ils se sont également mis d'accord sur les deux premières des nombreuses étapes qui doivent conduire à une Europe dotée d'un système commun de banque d'émission et d'une monnaie unique.

Conformément à la volonté des dirigeants de la CE, le système monétaire européen (SME) devrait être achevé pour le milieu de l'année prochaine. La livre britannique, la drachme grecque et l'escudo portugais ne font pas encore partie de cette association des cours de change.

Avec l'adhésion des trois devises extérieures au SME, toutes les monnaies de la CE seront rattachées les unes aux autres par des cours fixés dans des marges étroites. À partir de la mi-1990, pour que cette association monétaire ne soit pas ébranlée par des variations trop fortes des cours, les ministres des Finances et les présidents des Banques centrales des pays de la CE souhaitent coopérer plus étroitement qu'ils n'ont réussi à le faire jusqu'à présent.

Du point de vue politique, un accord qui semble à première vue vague et de peu d'intérêt est encore beaucoup plus important que la décision de la CEE. «Après une préparation complète et appropriée», mais en tout cas seulement après la mi-1990, les pays de la CE veulent convoquer une «conférence intergouvernementale» lors de laquelle les étapes suivantes sur le long chemin qui mène à la monnaie européenne devront être fixées.

Pour ceux qui connaissent les longues procédures communautaires, il est clair qu'une majorité des gouvernements de la CE ne veut plus se contenter de palabrer sur des plans non contraignants au sujet de l'union monétaire. Ces pays sont fermement décidés à commencer dès que possible le transfert de souveraineté nationale aux institutions de la CE, indispensable pour créer une union monétaire.

Les droits nationaux ne pourront être transférés aux organes de la CE que lorsque les traités communautaires auront été modifiés en conséquence. Et une conférence intergouvernementale est précisément le moyen de procéder à ces modifications.

«Le fait que l'on accepte la nécessité d'une conférence intergouvernementale signifie qu'on accepte la nécessité d'une modification des traités», déclare Jacques Delors, président de la Commission de la CE, pour expliquer l'accord de Madrid. Selon M. Delors, le mouvement vers l'union économique et monétaire est désormais «irréversible».

Si le chancelier Helmut Kohl, qui a fait preuve d'une réserve peu habituelle, a parlé d'une «avancée modeste mais significative dans la bonne direction», les principaux représentants de la presse économique internationale ont été plus explicites. Les chefs de la CE auraient réussi un «saut quantique», a écrit élogieusement le *Wall Street Journal*. Selon le *Financial Times*, la CE vient de «franchir la ligne de partage des eaux».

Avec l'appui des Allemands, des Italiens et des Espagnols, c'est surtout le président de la République française François Mitterrand qui avait insisté pour qu'une conférence intergouvernementale soit convoquée. À Madrid, le Français, qui voit dans la future monnaie européenne la promesse de la libération du joug du

mark surpuissant dans la CE, voulait même déjà déterminer la date de la fin de cette rencontre. Avant l'achèvement du marché intérieur unique des biens et des services, prévu fin 1992, il convient de déterminer quand et comment l'union monétaire sera à son tour réalisée.

Cette tentative de Mitterrand a certes été bloquée par Margaret Thatcher. Toutefois, pour la Britannique, ça n'a été qu'une petite victoire dans un combat de repli qui sera probablement encore très long contre ses homologues prêts à s'unir sur le continent.

M^{me} Thatcher a toujours assuré qu'elle ne céderait jamais à Bruxelles ne serait-ce qu'une once de droits souverains britanniques. Or, en réalité, sous la pression de l'alliance continentale, elle s'est engagée dans une voie sur laquelle elle peut encore réduire la vitesse du processus d'unification, mais ne peut plus influencer réellement sur la direction prise.

Il y a un an, au sommet de la CE à Hanovre, la Britannique avait accepté qu'un comité dirigé par Delors conçoive un projet d'union monétaire. À Madrid, en acceptant d'introduire la livre britannique dans le SME après la mi-1990, M^{me} Thatcher a en grande partie renoncé à sa résistance jusqu'ici acharnée à cette étape préliminaire d'une union monétaire européenne.

Margaret Thatcher a certes assorti de conditions l'entrée de la livre dans le SME. Ainsi, tous les mouvements de capitaux dans la CE doivent d'abord être libéralisés, et les Britanniques eux-mêmes veulent préalablement ramener leur taux d'inflation, qui dépasse les huit pour cent, à la moyenne de la CE, qui est actuellement de 4,5 pour cent. Toutefois, la suppression des barrières aux mouvements des capitaux est de toute façon prévue et, à terme, M^{me} Thatcher ne maintiendra pas l'inflation britannique à un niveau élevé uniquement pour que la livre reste en dehors du SME.

En ce qui concerne la conférence intergouvernementale, la Première ministre pourra tout au plus retarder un peu sa convocation. Son homologue M. Mitterrand a déjà annoncé qu'il se prononcerait en faveur de la date la plus proche possible, à savoir pendant la période suivant immédiatement le 1^{er} juillet 1990. M^{me} Thatcher n'a pas de droit de veto si la majorité de la CE convient de cette période.

En opposant un veto constant, les Britanniques pourraient toutefois torpiller toutes les décisions du conseil monétaire. Mais cette perspective n'effraye pas trop non plus les Européens du continent. Les principaux pays de la CE sur le continent veulent, le cas échéant, former un cercle intérieur qui préparera toutes les décisions. Si, à la fin, les Britanniques ne les rejoignent pas, ils seront totalement isolés.

Les experts de la CE ont déjà vérifié s'il était possible que onze membres mettent un nouveau traité en vigueur alors que le douzième se cramponne à la validité d'anciens traités. Les spécialistes sont parvenus à la conclusion que c'était faisable.

La prédiction de Margaret Thatcher, après son retour de Madrid, selon laquelle il n'y aurait pas de monnaie européenne tant qu'elle serait en fonction, a donc été accueillie sereinement sur le continent. «Madame Thatcher n'est pas immortelle», a rétorqué l'ancienne présidente du Parlement européen, la Française Simone Veil, «et, du reste, personne ne croit qu'une monnaie commune puisse être créée avant la fin de ce siècle.»